

Steven Vanackere
Vice-Premier Ministre
Ministre des Finances
Ministre du Développement durable
12 Rue de la Loi
1000 Bruxelles

Le 5 décembre 2012

Concerne : les financements de la BERD au regard de la cohérence des politiques belges

Monsieur le Ministre,

Nous nous adressons à vous en tant que membre du conseil des gouverneurs de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), comme représentant de la Belgique, membre fondateur de la Banque et responsable direct de la représentation belge au sein du conseil d'administration.

Nous sommes fortement préoccupées par un certain nombre d'investissements dans le secteur agricole appuyés par la BERD. Est-il correct de voir la BERD financer largement les multinationales de l'agro-industrie (Monsanto, Dreyfus, Bonduelle, Danone,...) alors que ces entités n'ont aucun souci à accéder aux financements traditionnels ? Est-il juste de voir la BERD soutenir les comportements spéculatifs sur les marchés agricoles, alors que d'autres institutions européennes et plusieurs Etats membres cherchent à limiter la spéculation financière sur les produits agricoles et alimentaires.

Compte tenu des engagements de la Belgique et de l'Europe pour le développement durable et la cohérence des politiques, nous vous demandons, au regard de vos portefeuilles ministériels et responsabilités, de prendre vos responsabilités dans ce dossier.

Nous avons particulièrement relevé sur le site de la BERD¹ les exemples suivants :

Louis Dreyfus

Alors que le commerce mondial de céréales est à 90% aux mains de quatre multinationales, dont Dreyfus, la BERD renforce encore la capacité de la multinationale en finançant des activités de stockage de céréales (construction de silos) en Russie². Cela lui permet d'augmenter son pouvoir de marché oligopolistique sur le marché céréalier. Le stockage peut être un outil efficace de politique publique contre la volatilité des prix agricoles, lorsqu'il est contrôlé et géré dans l'intérêt

¹ <http://www.ebrd.com/english/pages/project/psd/2009/40493.shtml>

² <http://www.ebrd.com/english/pages/project/psd/2012/44715.shtml>

public. Mais, appuyer le stockage privé vise au contraire de mieux tirer profit de la volatilité des cours agricole.

Les analystes confirment que Dreyfus a largement bénéficié des derniers chocs de prix des céréales engrangeant des profits estimés autour du milliard de US\$³. La classe politique européenne est unanime pour limiter la volatilité des prix et lutter contre l'abus de pouvoir sur les marchés, mais ces entreprises s'opposent aux régulations de la spéculation des marchés agricoles.⁴

Cette puissante oligopole familiale pose des problèmes à plusieurs niveaux : grande opacité de leurs opérations, impossibilité de connaître les niveaux de stocks privés dont ils disposent, intégration verticale dans les filières de production, de transformation, de commercialisation, recours à des pratiques de spéculation financière sur les marchés agricoles, position de marché défiant les règles de concurrence, accaparement des terres, captation de subsides publics servant des intérêts particuliers.⁵ Concernant l'accaparement de terres, rien qu'en Amérique Latine, ce ne sont pas moins de 412 522 hectares qui ont été accaparés par Louis Dreyfus⁶. Cette société a également le marché russe en point de mire avec pour objectif, à moyen terme, d'y contrôler 150 000 à 250 000 hectares⁷. La BERD n'hésite pourtant pas à aider Dreyfus.

Par ailleurs, la BERD malheureusement renforce encore Louis Dreyfus avec un deuxième projet de financement de 75 million USD pour les activités de trading⁸ de Dreyfus en Ukraine et en Russie, deux pays centraux pour les cours internationaux des prix de céréales. C'est justement de Russie qu'est partie la spirale des cours agricole de 2010, suite aux restrictions des exportations et aux comportements spéculatifs des traders. Une spéculation qui a fortement renforcé les hausses de prix jetant 49 millions de personnes de plus dans la malnutrition, selon les statistiques de la FAO.

La résolution du Parlement fédéral sur la volatilité des prix recommandait de conditionner les aides aux investissements belges à l'étranger « au respect des droits sociaux et aux conclusions de l'évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD) ». Pour rappel, ce rapport est le premier du genre au niveau international. L'une des principales conclusions est que l'agroindustrie n'est pas la voie du future et qu'il faut radicalement changer de modèle agricole pour investir dans l'agriculture paysanne et familiale durable. Ce genre de conditions devrait également valoir pour tout investissement effectué par les institutions internationales dont la Belgique est partie prenante.

L'accord de gouvernement Di Rupo marque explicitement l'engagement de lutter contre la spéculation sur les produits alimentaires. Et en janvier 2012, dans votre note de politique générale concernant les finances vous plaidez notamment pour « mettre davantage la finance au service d'une croissance durable », et pour « le durcissement du dispositif européen de régulation des fonds spéculatifs » ainsi que pour « l'élaboration d'un cadre légal visant à éviter la spéculation abusive sur les matières premières alimentaires et énergétiques ». Au vu de ces engagements, nous attendons de la Belgique qu'elle utilise sa position au sein du conseil des gouverneurs et du conseil d'administration afin de plaider pour l'arrêt de tels financements.

³ Reuters (2011) 'Dreyfus chairman says sees no need for IPO', 7 December 2011.
<http://uk.reuters.com/article/2011/12/07/idUKL5E7N74M220111207>

⁴ Oxfam Research Report, Cereal Secrets: The World's largest grain traders and global agriculture, August 2012
<http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/rr-cereal-secrets-grain-traders-agriculture-30082012-en.pdf>

⁵ Voir Oxfam research Report, Cereal Secrets

⁶ Calcul effectué à partir de la base de données diffusée par GRAIN le 23 février 2012 : <http://www.grain.org/fr/article/entries/4479-grain-releases-new-global-data-set-on-land-grab-deals.pdf?preview=1>

⁷ Le Monde du 25.04.2012 : Gérard Louis-Dreyfus s'intéresse aux terres agricoles russes <http://farmlandgrab.org/post/view/20388>

⁸ <http://www.ebrd.com/english/pages/project/psd/2006/36895.shtml>

Monsanto

Le financement (en cours d'évaluation) de la BERD à Monsanto⁹ pose question La BERD entend financer des projets socialement et environnementalement durables tout en inscrivant ces projets dans une perspective d'accroissement de la sécurité alimentaire. Or, les investissements de Monsanto – dont il a été largement démontré qu'ils soutiennent le modèle agricole intensif néfaste pour l'environnement et l'emploi en milieu rural,; privatisant la biodiversité tout en la réduisant et entraînant les agriculteurs dans un cycle de dépendance financière souvent destructeur– ne devraient en aucun cas bénéficier de l'appui de la BERD. Nous vous rappelons en outre que ce projet rentre en contradiction avec la politique de coopération qui vise à renforcer l'agriculture familiale comme indiqué dans la note stratégique agriculture.

Nous demandons que la Belgique mette tout en oeuvre pour que le financement de Monsanto actuellement envisagé par la BERD ne puisse avoir lieu. Nous rejoignons à cet effet une coalition de plus de 150 organisations de la société civile qui ont adressé un courrier à ce sujet au président de la BERD.

Dans l'attente de votre réponse à nos préoccupations, nous vous prions, Monsieur le Ministre, de croire en l'expression de nos sentiments les meilleurs

Signataires :

- **11.11.11**
- **CNCD-11.11.11**
- **Entraide & Fraternité**
- **GRAIN**
- **Oxfam solidariteit**
- **SOS Faim**
- **FIAN**

Contacts :

Jan Van de Poel, 11.11.11, tel: +32.2.536.11.95, Jan.VandePoel@11.be

Stéphane Desgain, CNCD-11.11.11, tel : +32.02.250.12.64, stephane.desgain@cncd.be

Virginie Pissoort, SOS Faim, tel : +32.2.548.06.83, vpi@sosfaim.org

François Delvaux, Entraide & Fraternité, tel : +32.2.227.67.07, francois.delvaux@entraide.be

Thierry Kesteloot, Oxfam solidariteit, tel: +32.2.501.67.55, tke@oxfamsol.be

Antonio Gambini, CNCD-11.11.11, tel: + 32.2.250.12.31, antonio.gambini@cncd.be

Florence Kroff, FIAN, Tel +32.2.640.84.17, florence@fian.be

⁹ <http://www.ebrd.com/pages/project/psd/2012/43925.shtml>